

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 29 août 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCEA LOG ELEVAGE**

La Roussellerie  
85140 CHAUCHÉ

**Nos Références : 25-1626 ST**  
**Code AIOT : 0058502183**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 août 2025 dans l'établissement SCEA LOG ELEVAGE (site des Jaudries), implanté à L' Angibertrie - 85140 L'OIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un riverain de l'installation a transmis à la DDPP, le 19 août 2025, un signalement mentionnant :

- un dépassement d'effectif ;
- des nuisances liées à l'installation de ventilateurs (bruit, poussières, odeurs, pollution de l'air) ou au trafic routier (danger pour les enfants des villages voisins, dégradation des chaussées).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA LOG ELEVAGE
- Site Les Jaudries - L' Angibertrie - 85140 L'OIE
- Code AIOT : 0058502183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA LOG ÉLEVAGE exploite au lieu-dit L'Angibertrie à l'OIE un élevage autorisé IED de 77000 poules pondeuses en 8 bâtiments (site des Jaudries).

L'installation est répertoriée par :

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-DRCLE/1-314 du 13 juillet 2006 au nom de la SA BALLIS (arrêté commun au site des Jaudries et 2 autres sites) pour 80000 volailles ;
- arrêté de prescriptions complémentaires n° 21-DRCTAJ/1-140 du 18 mars 2021 (arrêté commun aux 3 sites susvisés), après reprise par la SCEA LOG ÉLEVAGE et diminution d'effectif à 77000 volailles ;
- arrêté de prescriptions complémentaires n° 2023-DCTAPE-335 du 4 septembre 2023, après scission entre les 3 sites susvisés (chacun a désormais son arrêté ICPE), le site des Jaudries restant autorisé pour 77000 volailles ;
- courrier préfectoral du 16 avril 2024 validant la construction d'un centre de tri d'œufs et d'un local pour les salariés.

Une nouvelle demande d'autorisation environnementale est en fin d'instruction. Elle concerne une demande d'augmentation d'effectif à 202400 poules pondeuses dans les bâtiments existants (bâtiments d'élevage au sol réaménagés intérieurement avec des volières sur 3 étages, équipés de tapis d'évacuation des fientes préséchées et de ventilation dynamique), avec construction de jardins d'hiver de chaque côté des bâtiments.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

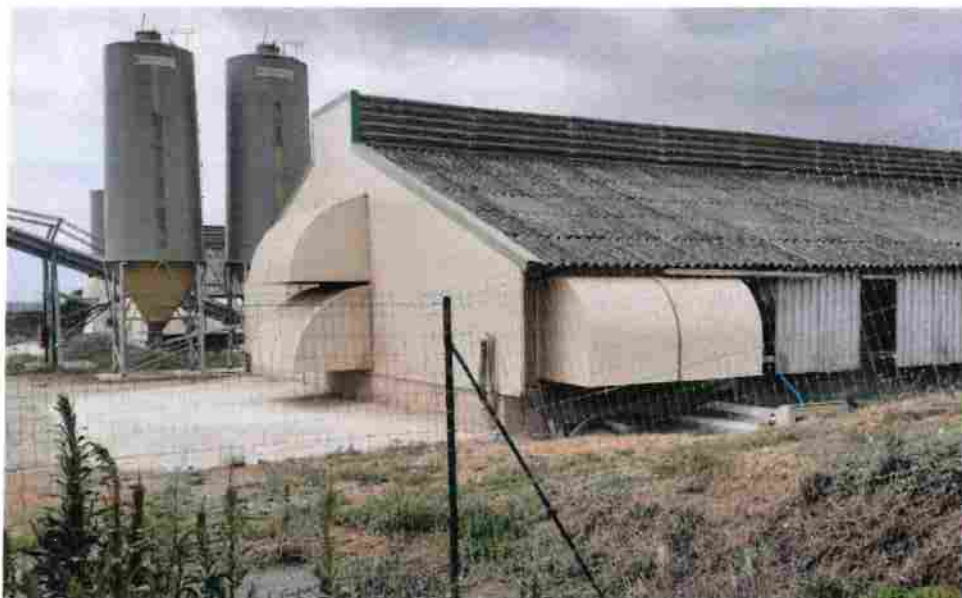
Les points du signalement relatifs à des nuisances ont été abordés lors de l'enquête publique liée à la procédure d'autorisation environnementale qui est en fin d'instruction. Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale prévoit de prescrire la mise en place de haies pour poursuivre l'insertion paysagère et limiter la diffusion des poussières et des odeurs. Il prévoit également d'imposer un itinéraire pour la circulation des camions en fonction de leur type de chargement. Et il prévoit enfin de prescrire la couverture obligatoire des camions transportant les fientes de volailles.

Il n'a pas été constaté de nuisances olfactives sur le site le jour de l'inspection. L'exploitant précise que les volières (aménagement intérieur des bâtiments) ont été installées à partir de fin 2023 et les tapis d'évacuation des fientes en mars 2024. Ces tapis sont actionnés chaque semaine et les fientes exportées vers 2 unités de compostage (il n'y a plus de stockage sur site), alors qu'avant l'installation des volières, les bâtiments disposaient d'un pondoir central et de caillebotis (litière accumulée) qui générait plus d'odeur.

Des haies entourent déjà une partie du site. L'exploitant confirme qu'il est prévu de poursuivre l'implantation de haies autour du site et entre les bâtiments, à une période propice à leur implantation.

Comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation (en cours d'instruction), l'ancien système de ventilation statique (entrée d'air de chaque côté des longs pans des bâtiments, sortie d'air par des lanterneaux) a été remplacé par un système de ventilation dynamique (volets d'entrée d'air conservés, lanterneaux condamnés, sortie d'air désormais par des extracteurs installés en pignon et de chaque côté en bout de bâtiment). Le nombre d'extracteurs mis en fonctionnement est adapté en fonction des conditions météorologiques (température extérieure).

Ces extracteurs ont commencé à être équipés de déflecteurs, qui limitent l'envol des poussières, en commençant par les bâtiments plus proches des tiers, en pignon et de chaque côté en bout de bâtiments 2 et 4, en pignon et d'un côté en bout de bâtiment 6 et en pignon de bâtiment 8. L'exploitant précise qu'il est prévu de continuer l'installation des déflecteurs du côté restant en bout de bâtiments 6, de chaque côté en bout de bâtiment 8 et en pignon des bâtiments 1, 3, 5 et 7 à partir de fin septembre 2025 et de chaque côté en bout de bâtiments 1, 3, 5 et 7 à partir de début novembre 2025.



**Défecteurs équipant le bâtiment 2**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

***Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :***

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'effectif en poules pondeuses dépasse l'effectif autorisé.

NB : une nouvelle demande d'autorisation environnementale intégrant une demande d'augmentation d'effectif est en fin d'instruction.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Les fiches d'élevage des 8 bâtiments ont été présentées. L'« effectif départ » cumulé lors de l'arrivée des poulettes sur le site, pour le lot en cours, était de 174934 volailles. Les animaux ont désormais environ 95 semaines et l'effectif présent cumulé est de 136502 poules pondeuses. Il dépasse l'effectif autorisé qui est de 77000 poules pondeuses.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Mise en demeure, respect de prescription</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>1 mois</b>

